



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°84, 1970. La région, image ou réalité ? pp. 93-100;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_84_1_2108

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie

et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.

2) Economie générale.

CEPEDE (D.). — La productivité de l'agriculture et des industries d'aval en Europe Occidentale. — Econ. et Soc. 3 (9) septembre 1969, 1705-1712.

Les comptes de l'agriculture française. Derniers travaux présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation. — Coll. I.N.S.E.E. (C 3) sept. 1969, 53 p., tabl.

Les fournisseurs de l'agriculture. — Coop. agric. (187-188) août-septembre 1969, 196 pages, ill. (numéro spécial).

MALASSIS (L.). — La structure et l'évolution du complexe agri-industriel d'après la comptabilité nationale française. — Econ. et Soc. 3 (9) sept. 1969, 1667-1687.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

COUFFIN (C.). — Gestion des exploitations et développement rural. — Paris, Dunod, 1969. — 21 cm, 126 p., tabl., graph., bibliogr. (Coll. Problèmes de l'entreprise agricole 2.)

DU BOULLAY (Pierre), DESCLOS LE PELEY (Michel). — Initiation à la gestion prévision-

nelle de l'entreprise agricole. — Angers, Institut supérieur d'économie rurale, 1969. — 27 cm, 274 p., tabl., graph.

DUJARDIN (J.). — Evolution de la rentabilité des serres maraîchères dans la région orléanaise, réflexions sur sept campagnes (1961-1962 à 1967-1968). — CTIFL Documents (23) juillet 1969, 12 p., graph.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

CARLES (R.). — Nouvel instrument d'observation pour la statistique agricole : le réseau d'information comptable. — Econ. et Statist. (6) nov. 1969, 62-66.

CARLES (R.), MARSAL (P.). — L'analyse factorielle. — Cah. de l'IGER (9) sept. 1969, 74 p., tabl., graph., bibliogr.

Note de présentation du prochain recensement général de l'agriculture de 1970-1971. — Etudes rurales (34) avril-juin 1969, 113-121.

THEODORE (M.). — La statistique agricole et ses environnements. — C.R. Acad. Agric. 55 (8) 30 avril et 7 mai 1969, 562-572.

6) Débouchés - Consommation.

Fruits et légumes, débouchés et commercialisation. Cah. du CENECA (17), 1969, 55 p.
(Colloque organisé dans le cadre de la 37^e foire-exposition de Nantes, 4 avril 1969.)

7) Commercialisation.

COURTILS (M. des). — La situation du marché des produits laitiers en France et dans les pays du Marché Commun. — C.R. Acad. Agric. 45 (11) 11 et 18 juin 1969, 810-826, tabl.

10) Organisations professionnelles.

CHOUILLOU (J.). — Sept années d'expérience française des Groupements de Producteurs : Comment faire et mieux ? — R. franç. Agric., automne 1969, 40-52.

11) Structures.

CHABANOL (Daniel). — Les nouvelles structures des exploitations agricoles. — Anal. et Prév., déc. 1969, 743-746.

Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles en 1967. Résultats provi-

soires du dépouillement manuel. — Statist. agric. suppl. sér. Et. (42 ter), mars 1969, 304 p., tabl., cartes.

Etude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires. Résultats de 1967. — Statist. agric. suppl. sér. Et. (55), nov. 1969, 155 p.

GERVAIS (M.), MENDRAS (H.), SERVOLIN (C.), TAVERNIER (Y.). — Le défi paysan. In : Terre, paysans et politique, Paris, SEDEIS, 1969, 17-140.

12) Institutions - Législation.

FORT (B.), CHARRIN (G. de). — Mutation agricole et solutions juridiques. Tome I. — Purpan (70), janvier-mars 1969, 68 p.

FORT (B.), CHARRIN (G. de). — Mutation agricole et solutions juridiques. Tome II. — Purpan (71), avril-juin 1969, 69-136.

LATSCHA (Jacques). — Les groupements d'intérêt économique. — Dr. soc. (3), mars 1969, 140-152.

13) Sociologie.

DAUCE (Pierre), JEGOUZO (Guenhael). — La mobilité professionnelle des chefs d'exploitation agricole bretons. — Rennes, INRA-Station d'Econ. rur. de l'ENSA, septembre 1969, 81 p., tabl.
Coll. INRA.

RAFFARIN (Jean). — Les conditions de vie du monde rural. — J.O. Av. R. Cons. écon. soc. (17), 14 septembre 1969, 637-651.

14) Démographie.

HURAUULT (Jean). — Eleveurs et cultivateurs des Hauts plateaux du Cameroun (La population du lamidat de Banyo). — Population 24 (5), septembre-octobre 1969, 963-994, tabl., carte, graph.

16) Croissance et développement.

BUNSE (K.P.). — La fonctionnalité des villes et des communes dans l'aménagement régional. — Metra (2), 1969, 185-198.

CLERC (F.). — Les problèmes politiques et moraux du développement agricole du tiers-monde. — R. franç. Agric. (25), été 1969, 47-54, bibliogr.

MARTIN (Gilbert). — Comment déterminer des objectifs et des programmes de développement agricole. — C.R. Acad. Agric. 55 (7), 16 et 23 avril 1969, 521-530.

OUSSET (J.) Dir. — Les comptes du Languedoc-Roussillon. Comptes rétrospectifs 1956-1965. Comptes prospectifs 1970. — Econ. mérid. (65), janvier-mars 1969, 84 p.

18) Investissements - Financement.

LAJOINIE (André). — Le financement public de l'agriculture. 1^{re} partie. — Econ. et Polit. (176), mars 1969, 47-67.

Les charges budgétaires au titre de l'agriculture. Probl. écon. (1123), 10 juillet 1969, 11-14.

20) Marché commun.

BERNTSON (B.L.), GODLSBY (O.H.), NOHRE (C.O.). — The European Community's common agricultural policy. Implications for US trade.

— USDA Econ. Res. Serv. For. agric. Econ. Report (55), octobre 1969, V-105 pages, tabl., graph.

L'agriculture britannique face au Marché Commun. Probl. écon. (1125), 24 juillet 1969, 6-14.

22) Agricultures étrangères.

LE GOUIS (M.). — L'organisation du marché des fruits en Californie. — Agric. dans le monde 18 (4), octobre 1969, 48-51.

23) Etudes par produit.

Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. Division Etudes. — Perspectives du commerce français des produits laitiers en 1975. — Juillet 1969, 39 p., tabl.

Le problème lait-viande. — Cah. CENECA (18), 1969, 103 p.

(Colloque organisé dans le cadre de la 36^e Foire de Printemps. Grenoble, 1969.)

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

O.C.D.E. Paris. — Recherche interdisciplinaire sur les relations input-output et les fonctions de production en vue d'améliorer les décisions et l'efficacité dans la production laitière bovine. Présentation des concepts et méthodes utilisés pour les études interdisciplinaires techniques et économiques, par F. de Boer et al. — Paris, O.C.D.E., 1969, 24 cm, 160 p.

(Documentation dans l'agriculture et l'alimentation, 83.)

6) Débouchés - Consommation.

O.C.D.E. Paris. — Statistiques de la consommation des denrées alimentaires 1954-1966. — Paris, O.C.D.E., 1968. — 32 cm, X-691 p., tabl.

7) Commercialisation.

QUIN (C.). — Le tableau de bord de la distribution française. — Paris, Ecole pratique des hautes Etudes. Centre d'Etudes des techniques économiques modernes. Groupe de recherche sur la distribution et les modes de vie, nov. 1969. — 2 vol., 292 p., tabl., graph., cartes.

13) Sociologie.

MENDRAS (H.), TAVERNIER (Y.). Dir. — Terre, paysans et politique. Structures agraires, systèmes politiques et politiques agricoles. — Paris, SEDEIS, 1969. — 20,5 cm, 611 p. (Futuribles, 12.)

16) Croissance et développement.

DUMONT (R.), MAZOYER (M.). — Développement et socialismes. — Paris, Ed. du Seuil, 1969. — 20,5 cm, 331 p., bibliogr. (Coll. Esprit « frontière ouverte »).

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

SAADE (Riad F.). — *Commercialisation des fruits du Liban à l'exportation*. — Comptoir agricole du Levant, Beyrouth, 1969, 207 p. + annexes.

Au Liban, la production et la commercialisation des fruits n'est pour l'instant que très peu organisée. Cependant, ce pays devrait bientôt être l'un des principaux producteurs du Moyen-Orient, et les plus dynamiques de ses arboriculteurs comprennent la nécessité de s'organiser pour cela. Mais quelle forme d'organisation choisir ? L'ouvrage de M. Saade vise à répondre à cette question.

Pour cela, il étudie les types d'organisation des trois pays qui actuellement sont les plus avancés dans ce domaine, à savoir la France, Israël et l'Union Sud-Africaine. Pour chaque cas, il fait l'historique de l'organisation actuelle et en indique les avantages et les inconvénients.

Ce travail présente certainement le défaut d'être trop descriptif, ce qui le rend parfois un peu superficiel dans ses conclusions. Cependant, il contient de très nombreux renseignements pratiques, notamment sur les conditions et les frais de transport des fruits par bateau et par avion. Il sera de toutes façons fort utile aux personnes qui ne se satisferaient pas d'études effectuées dans un cadre étroitement national, et qui voudront profiter de l'expérience des meilleurs producteurs étrangers, ne serait-ce que pour ne pas renouveler leurs erreurs. De ce point de vue, M. Saade nous donne un exemple qui mériterait d'être suivi.

(J.-M. Boussard)

ALVES (A.M.), da SILVA (F.G.). — *Consumo privado et consumo alimentar en Portugal*. — Fondation Callouste Gulbenkian. Lisbonne, 1969, 106 pp. Résumés en français et anglais.

Une connaissance précise des fonctions de consommation est essentielle pour établir des plans de développement cohérents. Mais, trop souvent, même quand les statistiques de base existent (ce qui arrive maintenant dans de très nombreux pays), elles n'ont pas été traitées de manière à en obtenir les quelques paramètres nécessaires pour appliquer les modèles classiques. L'ouvrage de MM. Alves et da Silva tente de combler cette lacune, dans le cas du Portugal.

Il débute par une revue succincte des principaux modèles proposés dans la littérature. Les auteurs évitent de se perdre dans des détails inutiles, mais, en même temps, ils indiquent les hypothèses fondamentales et parfois contradictoires sur lesquelles reposent ces modèles. Ensuite, ils donnent pour le Portugal les résultats des estimations de paramètres auxquelles ils se sont livrés, d'abord pour la con-

sommation globale, ensuite pour la consommation alimentaire.

Il est évidemment dommage que ces modèles n'aient pas pu faire l'objet d'estimation par catégorie socio-professionnelle ou, du moins, par classe de revenu, et ceci faute de documents. Mais la simple possibilité de faire des projections de consommation globale, en supposant la répartition des revenus constante, est déjà précieuse. C'est pourquoi ce livre sera utile à tous ceux qui se poseront les mêmes problèmes en pays semi-développés.

(J.-M. Boussard)

HOUÉE (Paul). — *Coopération et organisations agricoles françaises : bibliographie (1884-1966)*. Cujas, Paris, 1970.

Cette analyse documentaire de 4 393 titres ouvre à la recherche un vaste domaine, celui de l'associationnisme agricole, pris dans son sens le plus large : aussi bien syndicat, mutualité et caisse de crédit que le monde de la micro-association.

On appréciera la liste des sources et l'index des congrès d'une part, des grands thèmes de réflexion d'autre part. Un index géographique et historique complète le rangement des références.

Il est difficile de définir avec précision les critères de sélection des titres. On regrettera que l'auteur n'ait pas été plus explicite à ce sujet. Il faut souhaiter que ses recherches nous donnent dans un avenir proche quelques clefs de choix dans cette énorme littérature si hétérogène. Mais en même temps, il faut se féliciter de voir mis ainsi à la disposition de tous un guide précieux pour l'économiste.

(Ph. Mainié)

LALIGANT (Marcel). — *L'intervention de l'Etat dans le secteur agricole*. — Librairie générale de droit et de jurisprudence. Pichon et Durand Auzias, Paris, 1970, 339 p.

« Les études théoriques sur l'agriculture, dues généralement à des universitaires, sont peu nombreuses et souffrent (...) de deux défauts majeurs. Le premier est leur isolement, car elles sont ignorées du monde paysan, ... » écrit l'auteur (p. 100).

Souhaitons que cet ouvrage, dont la présentation est peu attrayante (il faut couper les 339 pages...), ne connaisse pas ce triste sort.

L'intervention de l'Etat dans le secteur agricole constitue un immense domaine juridique. Elle est ancienne, permanente et se pose aujourd'hui en

termes nouveaux, en ce sens qu'elle est devenue systématique et tout à la fois libérale et dirigiste.

L'Etat intervient dans l'information. A côté de l'information officielle, il domine par « personne interposée » l'information confidentielle. Il est naturel de le voir jouer également le premier rôle dans l'élaboration et l'expression des décisions. L'auteur montre fort bien que la loi d'orientation, qui aurait pu être un complément du plan, n'est en réalité qu'un catalogue incohérent de revendications.

Pour mettre en œuvre la politique agricole, l'Etat agit sur la formation des hommes, sur l'espace, sur l'organisation des producteurs et de la commercialisation. Sur ces deux derniers points, l'économiste a quelque peine à suivre l'optimisme apparent du juriste, entraîné par l'ampleur des motifs et le cartésianisme irréaliste des lois (sur les groupements de producteurs par exemple).

D'ailleurs l'auteur termine en insistant, mais trop rapidement, sur les difficultés d'application pratique de cette intervention. Ce sont elles qui, finalement, expliquent son inadaptation chronique aux faits.

On regrettera que la période d'analyse de cet important ouvrage s'arrête aux alentours des années 1968. On y parle par exemple de l'AMPRA et de l'ANMER, alors qu'un commentaire sur la création du CNASEA aurait mis clairement en évidence les raisons profondes des contradictions de l'action de l'Etat : le vide qu'il rencontre en face de lui est dû à la démission de fait des organisations professionnelles. Celles-ci ne sont le plus souvent que l'expression du pouvoir des notables, qui consolident leur autorité sociologique par leurs alliances politiques. Dans ces conditions, tout le monde vilipende la centralisation du pouvoir, mais agit en fait pour l'accroître.

Nous vivons donc dans une civilisation de « dirigisme sans idée directrice » (A. Piettre). A quoi tend finalement tout cet arsenal de dispositions ? « Il est impossible de donner une réponse unique... L'Etat veut-il faire évoluer le monde rural vers un nouveau type d'organisation ? voir se perpétuer la petite propriété cultivée par le paysan et sa famille ? (est-il) partisan de l'intégration de l'agriculture par le commerce, ou bien (d') un système d'organisation professionnelle à base coopérative ? ».

Cette indécision « laisse finalement jouer, sous les apparences du dirigisme, les mécanismes naturels d'évolution ». Est-ce une attitude consciente ? Il s'agit « d'une véritable mystification, puisqu'on proclame officiellement appliquer une certaine politique, alors que l'on en suit secrètement une autre ». « Par une curieuse ironie du sort, la dissimulation devient donc un procédé de gouvernement en régime démocratique. Une réglementation « en miettes », procédé apparemment élégant, « complique encore les problèmes, car en divisant ce qui ne doit pas l'être, l'intervention tue en quelque sorte ce qu'elle aurait dû sauver ».

Au total, cet ouvrage est précis, complet, quelque peu aride dans ses descriptions, et indispensable... à l'économiste.

(Ph. Mainié)

GAIGNEAUX (D.). — *Agriculture, premier impératif du développement*. — Ed. Universitaires, Paris, 1969.

« Première liberté de l'homme, manger ». Or, les deux tiers de l'humanité connaissent la misère à des degrés plus ou moins prononcés. Comment résoudre ce drame ? Faut-il appliquer « aux pays de développement les techniques avancées de l'Occident ». L'auteur ne le croit pas, car ce serait, pour les Européens, « oublier notre propre histoire économique ».

Chacun sait bien que le processus cumulatif de croissance repose sur l'amélioration de l'agriculture et de ses industries annexes. Les réflexions présentées tout au long du livre s'appuient sur des observations réalisées en Afrique Centrale, pendant un séjour d'une vingtaine d'années.

Le lecteur sera frappé du réalisme, et partant de la nouveauté, de bien des exemples présentés ici. Le cas suivant montre combien l'industrialisation est fonction de la productivité de l'agriculture : « Si une entreprise nouvelle, de l'importance de la minière de Bakwanga, devait s'installer dans la province du Kasaï oriental, elle ne parviendrait pas à nourrir sa main-d'œuvre ». L'importation et le transport (pertes comprises) des vivres diminueraient très fortement l'intérêt de cette nouvelle industrie (p. 69). Si un agriculteur quitte la terre, il faut que celui qui reste puisse lui fournir 90 % du salaire qu'il va toucher en ville, sous forme de produits alimentaires additionnels, sans tenir compte des coûts de l'urbanisation. Or, si l'emploi agricole baisse, sans augmentation de productivité, les disponibilités alimentaires diminueront dans une proportion égale à celle des hommes enlevés de l'agriculture. C'est là l'amorce d'un cercle vicieux.

Pour en sortir, l'auteur préconise une solution planifiée, pour répartir de façon optimale la population active entre l'agriculture et l'industrie.

C'est l'agriculture qui a une valeur stratégique dans les pays en voie de développement. Quant aux industries, ce sont les industries alimentaires, à faible coefficient de capital, qui peuvent travailler pour l'exportation et le marché intérieur. Elles représentent un élément bien plus important du secteur industriel dans les pays de développement que dans les pays évolués. Ce fut d'ailleurs le cas de l'Angleterre aux 16^e et 17^e siècles.

Après avoir rappelé l'importance de l'agriculture dans les civilisations anciennes, situé les préalables du sous-développement, l'auteur montre les possibilités qu'offre une politique de développement par l'agriculture. Il examine et critique les solutions déjà proposées.

Pour lui, une politique de développement par l'agriculture commence par un plan démographique, une diminution des pertes agricoles et une augmentation des rendements. La reconversion de l'économie du Tiers-Monde repose sur l'abandon des cultures d'exportation, qui n'intéressent qu'une partie de la population, et l'intensification du commerce entre régions économiques complémentaires (pastorale et agricole). Enfin, l'éducation véritable repose sur une réforme de l'enseignement primaire, davantage axé sur le milieu rural, et nanti de maîtres préparés à cette tâche « rurale ».

Les mécomptes enregistrés à ce jour, dans les divers projets de coopération, sont davantage imputables aux méthodes d'action suivies par les pays développés en faveur de ceux qui le sont moins.

Ce livre, excellent sur le plan de l'analyse, convainc moins dès qu'il s'agit de savoir *comment* moderniser et transformer le paysan en chef d'entreprise. En fait, c'est l'énormité du problème posé qui laisse le lecteur sur sa faim. Il faut féliciter l'auteur d'avoir su traduire si bien l'expérience qu'il a des difficultés concrètes du développement. Mais il faut également reconnaître que la transformation des pays africains demande une extraordinaire addition de multiples petites actions « à la base », dont les fruits ne peuvent mûrir rapidement.

(Ph. Mainié)

ZELLER (Adrien), avec la collaboration de J.-L. Giraudy. — *L'imbroglia agricole du Marché Commun*. — Préface d'Edgard Pisani. Editions Calmann-Lévy, Collection « Questions d'actualité ».

Le livre d'A. Zeller inaugure probablement une seconde « génération » d'ouvrages sur le Marché commun agricole, moins descriptive et plus incisive... Se plaçant dans la lignée du « plan » Mansholt de fin 1968, ce livre amorce une étonnante remise en cause de la politique agricole européenne suivie jusqu'à ce jour. Ce fonctionnaire bruxellois des Communautés européennes entreprend une critique, vigoureuse et cependant constructive, non seulement de la politique passée mais aussi de celle préconisée par la Commission ; il la publie sans avoir besoin de recourir à un pseudonyme, ce qui est le signe d'un incontestable libéralisme de la part de l'institution qui l'emploie.

♦♦

La « montagne » d'excédents est le signe manifeste de l'impuissance des hommes politiques à éviter un gaspillage croissant des ressources productives et des exportations souvent très dommageables pour les pays tiers. Ils ont trois causes principales :

— des garanties de prix quasi illimitées excluant tout mécanisme de régulation « automatique » de la production ;

— les insuffisances « structurelles » de l'agriculture européenne, responsables en particulier de la surproduction laitière, conséquence de la surpopulation agricole, qui ne laisse qu'une issue au petit exploitant : l'intensification. « La production de lait absorbe les forces de travail que l'économie n'a pas encore été capable de valoriser. Il n'est pas possible de résoudre à terme le problème lait sans une croissance industrielle organisée » ;

— un niveau de prix européens trop élevé « qui n'a pas encore produit tout ses effets » et des rapports de prix inadéquats.

Le cas du sucre est l'occasion pour l'auteur de dénoncer de façon percutante les aspects aberrants de la politique que la Communauté aurait adoptée sous la pression d'un « lobby » des plus actifs.

Ce qui est dit des *matières grasses* végétales et des tourteaux n'est pas moins corrosif : pour ne pas déplaire aux États-Unis et aussi aux margariniers et aux fabricants d'aliments du bétail, les seuls produits que l'Europe ne taxe pas sont les graines oléagineuses et les tourteaux. La matière grasse importée peut ainsi concurrencer le beurre indigène, de même que les tourteaux importés « évincent dans leur utilisation normale » les prairies naturelles et artificielles, les légumineuses, les céréales et la poudre de lait écrémé que la Communauté produit ou pourrait produire.

La même conjonction des intérêts des États-Unis et de ceux de négociants expliquerait que les prix relatifs du blé et du maïs soient tels que la Communauté produise à la fois trop de blé et pas assez de maïs. Ainsi les États-Unis pourraient exporter et les négociants en céréales seraient alternativement importateurs et exportateurs...

En outre, A. Zeller démontre qu'en l'état actuel de l'intégration européenne, chaque pays a intérêt à ce que n'importe quelle production se développe sur son territoire, même celles qui sont génératrices d'excédents. Le financement de leur résorption n'est-il pas communautaire ?

Aussi les *solutions ne peuvent être que politiques*, pour l'essentiel : tout d'abord le raffermissement de la volonté d'être de la Communauté, de son unité politique et de sa volonté d'indépendance pour lui permettre de résister, à l'intérieur, aux groupes de pression placés derrière certains produits et, à l'extérieur, au « chantage », aux « ingérences » et à la « domination » des États-Unis ; ensuite la définition par la Communauté de la discipline à laquelle la politique de structures de chaque État serait astreinte ; enfin un abaissement sensible des prix de la plupart des produits agricoles de façon qu'il ne soit plus rentable d'augmenter les doses d'engrais ou de tourteaux, de cultiver les mauvaises terres et qu'il

cesse d'être tentant pour le fils d'agriculteur de s'installer quand même. Les prix seraient fixés au niveau « économique », qui rétablirait l'équilibre des marchés.

Cette dernière suggestion, si elle était suivie, ne manquerait pas de réduire le revenu agricole. Le fait marquant aux yeux d'A. Zeller est constitué par « les inégalités sans cesse croissantes des revenus à l'intérieur de l'agriculture ». Son idée maîtresse est la suivante : puisque les prix n'assureraient désormais un niveau de vie satisfaisant qu'aux exploitants véritablement efficaces, il y aurait lieu de doter un nombre restreint d'agriculteurs de surfaces suffisantes, et d'assurer aux autres un revenu satisfaisant par l'octroi d'aides personnelles, en attendant que l'exode rural les ait fait disparaître. Les sommes actuellement consacrées au soutien des revenus agricoles par l'intermédiaire des prix profitent pour moitié aux secteurs en amont et en aval de l'agriculture ; quant à l'autre moitié, elle va à chacun selon sa production, donc plus aux riches qu'aux pauvres. L'utilisation des mêmes sommes sous forme d'aides personnelles permettrait une plus grande justice sociale. L'accroissement souhaitable d'année en année des revenus par tête serait assuré pour les agriculteurs efficaces grâce à la réduction continue de la population agricole, de 8 % par an par exemple pendant 15 ans pour atteindre la parité, sans toucher aux prix...

Les remèdes que suggère A. Zeller sont donc assez voisins de ceux préconisés par le *plan Mansholt*. Il en fait une présentation qui met bien en valeur les pensées, les raisonnements et les intuitions de son auteur. Ce qui ne l'empêche pas de le critiquer sur cinq points :

— la doctrine serait insuffisante en ce qui concerne le développement régional, condition nécessaire pour qu'il y ait exode agricole accéléré sans exode rural dévitalisant ;

— la politique de prix préconisée serait trop prudente pour que les marchés soient d'eux-mêmes en équilibre ;

— rien ne serait prévu pour les petites exploitations qui ne pourront se moderniser ou qui doivent attendre pour le faire ;

— la rentabilité des exploitations d'activités diversifiées est méconnue, le plan Mansholt ayant préconisé dans sa version initiale des exploitations ne comportant que des « ateliers » de grandes dimensions ;

— les reboisements envisagés seraient trop importants vu l'incertitude des débouchés, alors qu'il serait préférable de consacrer les mêmes surfaces à la production extensive de viande.

A. Zeller traite pour finir des aspects agricoles de l'*adhésion britannique*. Il craint surtout que l'application des prix continentaux de l'autre côté de la

Manche entraîne « une véritable explosion de la production », principalement de céréales, de sucre et de lait. Il y voit une raison de plus pour baisser les prix « européens ».

♦♦

D'un imbroglio, A. Zeller a su donner une présentation claire et vivante. Son livre est passionnant et convaincant. Quelques remarques critiques viennent cependant à l'esprit.

1° L'auteur ne met en doute ni la possibilité ni l'utilité d'accélérer l'évolution des structures agricoles au cours des prochaines années. La diminution de la population active agricole peut-elle être beaucoup plus rapide que l'évolution probable ? Oui, si on avance l'âge de la retraite. Mais quels avantages y a-t-il à le faire ? La productivité à l'intérieur de l'agriculture sera améliorée ; celle de l'économie globale restera inchangée. Où sera le gain, si ce n'est un transfert de revenus au bénéfice de l'agriculture. Est-ce le meilleur moyen ? Enfin, est-il urgent d'investir pour le « moderniser » dans un secteur de production que l'auteur juge excédentaire ?

2° Les excédents agricoles préoccupent l'auteur, mais il ne semble pas qu'il en ait fait une analyse suffisamment poussée.

a) A. Zeller, à la suite de beaucoup d'autres, prend comme mesure des excédents, les dépenses de la section garantie du F.E.O.G.A. (2,6 milliards de dollars en 1970). En réalité, 40 % de cette somme sont constitués par des subventions destinées à abaisser les prix à la consommation de produits dont la Communauté n'est pas excédentaire (blé dur, matières grasses végétales, matière azotée, etc...). Quant au reste, qui constitue le coût brut des excédents, il est couvert à concurrence des six dixièmes par les recettes encaissées sous forme de « prélèvements » sur les importations et par la cotisation de résorption acquittée par les producteurs de sucre. En définitive, les excédents agricoles ne coûtent que 6 à 700 millions.

b) Il s'agit d'un coût budgétaire qui tient uniquement au fait que les exportations et les quantités « dénaturées » sont payées aux producteurs au même prix que les quantités écoulées sur le marché intérieur. Les agriculteurs auraient pu être rémunérés par des prix élevés sur les marchés intérieurs et faibles à l'exportation, *sans qu'il en coûte rien aux contribuables*. Mais cela ne signifie pas pour autant que les exportations eussent été justifiées. Il faut examiner leur coût économique.

c) Le vrai problème est le suivant. Si la main-d'œuvre agricole pouvait être rapidement transférée dans d'autres secteurs de l'économie, toute la quantité produite dans la Communauté qui pourrait être

importée à moindre prix devrait être considérée comme excédentaire. Mais tel n'est pas le cas : jusqu'à la fin du siècle, la main-d'œuvre présente dans le secteur agricole sera une donnée de l'économie bien davantage que la conséquence d'un choix politique. Plus cette main-d'œuvre produira, plus l'Europe sera riche pour autant que la recette à l'exportation soit supérieure à la dépense marginale de l'agriculture en biens et services productifs d'origine extra-agricole (ce qui n'est pas nécessairement le cas...).

3° Ce n'est pas d'ailleurs tellement pour rétablir l'équilibre des marchés qu'A. Zeller propose de *baisser le niveau général des prix*. Il suffirait de mettre en œuvre les autres remèdes qu'il préconise et si son argument avait été l'équilibre des marchés, il n'aurait pas fait une exception précisément pour le seul produit véritablement préoccupant, le lait.

A la vérité, l'objectif de l'auteur est structurel. Il s'agit de dissuader un plus grand nombre de jeunes de rentrer dans l'agriculture et peut-être aussi d'inciter les exploitations à se moderniser. Est-il nécessaire pour autant de baisser les prix agricoles ? L'écart entre revenus agricoles et non-agricoles n'est-il déjà pas suffisant ? De lui-même n'est-il pas croissant ?

4° Baisser les prix agricoles et octroyer des aides personnelles aux agriculteurs les plus pauvres permettrait, selon l'auteur, de réduire les « super-bénéfices » des gros exploitants. Mais le Bassin parisien n'est pas toute l'Europe et l'on peut se demander si, à l'échelle de la Communauté, les agriculteurs généreusement rentés sont tellement nombreux, si leurs revenus sont tellement élevés et enfin s'il n'existe pas d'autres moyens pour les ramener à un plus juste niveau. J.-J. Servan Schreiber en propose deux : la fiscalité et les prix différenciés à l'intérieur de quotas (voir « Ciel et Terre », p. 209 et 210).

5° Le système que préconise l'auteur a une autre conséquence : pour un niveau donné de la rémunération que le reste de la société convient d'accorder à ses agriculteurs, la part supportée par les consommateurs serait réduite, celle supportée par les contribuables serait accrue. Est-ce une bonne chose ? Du point de vue des agriculteurs dont le poids politique diminue avec leur nombre, ce n'est pas sûr : le consommateur a l'épiderme moins sensible que le contribuable et on peut se demander si, de plus en plus, la seule chose que les agricul-

teurs pourront obtenir des pouvoirs publics ne sera pas que les consommateurs paient un prix suffisamment élevé (il y a d'ailleurs de moins en moins de raisons du point de vue social que les matières premières agricoles soient payées bon marché aux producteurs). Sur le plan de l'intérêt général, si les contribuables peuvent payer un supplément d'impôts, n'est-il pas indiqué de l'utiliser à construire des écoles et des logements sociaux plutôt que d'abaisser le prix du pain ?

(François Clerc)

NGUYEN HUU DONG, J.M. FEUGERE, M. GOTESMAN, M.F. LÉCLERCQ, M.L. SOLIMAN, sous la direction de M. THOMINE-DESMAZURES. — *Enfants et jeunes ruraux*. Bibliographie signalétique.

Au sommaire :

Introduction : L'évolution du milieu rural.

I. — Enquêtes et sondages.

II. — Statistiques.

III. — Disparités régionales.

IV. — Formation de la personnalité et socialisation.

V. — Développement mental - Niveau intellectuel - Langage.

VI. — Problèmes d'adaptation et de santé.

VII. — Etapes d'intégration.

VIII. — Enseignement - Instruction.

IX. — Travail - Emploi.

X. — Exode - Migrations.

XI. — Problèmes spécifiques des jeunes filles et des jeunes femmes rurales.

XII. — Attitudes, motivations, besoins des jeunes ruraux.

XIII. — Loisirs - Mass-média.

XIV. — Situation et comportement économique.

XV. — Syndicalisme et attitudes politiques.

XVI. — Religion.

XVII. — Généralités, divers.

Ed. I.N.R.A., 337 titres, 80 pages, janvier 1970. Prix : 12 F (pour les organismes d'enseignement agricole : 8 F). En vente à l'I.N.R.A., Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales, 4, rue de Lasteyrie, Paris (16°).